REVUE DU DROIT PUBLIC - TOME CENT VINGT-DEUX

o m m a i r e



Septembre - Octobre 2006 N° 5

Pages 1147 à 1490

ACTUALITÉ

La ligne de démarcation Jacques Robert	1149
La sécurité juridique : une exigence juridictionnelle Jean-Pierre Camby	1169

FORUM : LE CITOYEN FACE À L'ÉTAT

Droit de résister et de désobéir? Réflexions sur la justification	
des comportements « citoyens » Pascal Jan	1179
Antigone ou la contestation de la loi Christian Lavialle	1182

DOCTRINE

DROIT ADMINISTRATIF

Le contentieux administratif de l'exécution des peines d'interdiction judiciaire du territoire français Jean-Christophe Martin	1199
Un nouveau fondement pour la responsabilité sans faute des personnes publiques : la garde d'autrui Dimitri Meillon	1221
La participation des personnes privées à la sécurité publique : actualité et perspectives Florence Nicoud	1247
La protection du tiers dans le contentieux de la légalité des actes administratifs individuels créateurs de droit Vincent Tomkiewicz	1275

DROIT COMMUNAUTAIRE	
Le traitement communautaire des services d'intérêt général non économiques Béatrice Boissard	1201
Les évolutions de la responsabilité de l'État français au regard du droit communautaire	1301
Sophie Théron	1325
DROIT COMPARÉ	
L'opposition parlementaire : étude de droit comparé William Gilles	1347
FINANCES PUBLIQUES	
La LOLF est bien entrée en vigueur avec la loi de finances pour 2006 Jean Arthuis	
Faut-il modifier la nouvelle « constitution financière »	1387
pour contribuer à l'assainissement des finances publiques? Francis Querol	1393
JURISPRUDENCE	
JURISPRUDENCE DROIT CONSTITUTIONNEL	
DROIT CONSTITUTIONNEL Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006)	»
DROIT CONSTITUTIONNEL Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances	» 1409
DROIT CONSTITUTIONNEL Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006) François Barque DROIT ADMINISTRATIF	
DROIT CONSTITUTIONNEL Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006) François Barque	
Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006) François Barque DROIT ADMINISTRATIF L'arrêt Coopérative Ax'ion et la banalisation de la responsabilité de l'État législateur (CE, 2 novembre 2005, Coopérative agricole Ax'ion) Note: Camille Broyelle	
Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006) François Barque DROIT ADMINISTRATIF L'arrêt Coopérative Ax'ion et la banalisation de la responsabilité de l'État législateur (CE, 2 novembre 2005, Coopérative agricole Ax'ion)	1409
Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006) François Barque DROIT ADMINISTRATIF L'arrêt Coopérative Ax'ion et la banalisation de la responsabilité de l'État législateur (CE, 2 novembre 2005, Coopérative agricole Ax'ion) Note: Camille Broyelle Conclusions: Mattias Guyomar	1409 1427 **
DROIT CONSTITUTIONNEL Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle (commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances pour 2006) François Barque DROIT ADMINISTRATIF L'arrêt Coopérative Ax'ion et la banalisation de la responsabilité de l'État législateur (CE, 2 novembre 2005, Coopérative agricole Ax'ion) Note: Camille Broyelle Conclusions: Mattias Guyomar	1409 1427 **

DROIT PUBLIC DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

RDP 2006

JACQUES ROBERT YVES GAUDEMET

DE MATIGNON À L'ÉLYSÉE

DÉSOBÉISSANCE CIVIQUE

INTERDICTION DE SÉJOUR

RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE : NOUVELLES QUESTIONS

SECURITÉ PUBLIQUE

LES TIERS ET LE CONTENTIEUX ACTES ADMINISTRATIFS INDIVIDUELS

SERVICES D'INTÉRÊTS GÉNÉRAL NON ÉCONOMIQUES

L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE

LA LOLF ENTRÉE EN VIGUEUR

JURIPRUDENCE

CHRONIQUE IN JURISPRUDENCE COMMUNAUTAIRE

N° 5

L.G.D.J